

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203670]

**16 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'allocation des quotas d'émission de gaz à effet de serre à titre gratuit pour les installations fixes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, l'article 5/4, alinéa 3 inséré par le décret du 21 juin 2012;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'article D. 20.16, inséré par le décret du 16 mars 2006 et modifié par le décret du 24 octobre 2013;

Vu le rapport du 13 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 27 mars 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le règlement Délégué (UE) 2019/331 de la Commission du 19 décembre 2018 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit conformément à l'article 10 *bis* de la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, l'article 3;

Sur la proposition du Ministre du Climat et du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 14, point *f*), et met en œuvre l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 17, de la Directive (UE) 2018/410 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2018 modifiant la Directive 2003/87/CE afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible intensité de carbone, et la Décision (UE) 2015/1814.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> l'Agence : l'Agence wallonne de l'air et du climat;

2<sup>o</sup> le décret du 10 novembre 2004 : le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

3<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre du Climat;

4<sup>o</sup> le règlement FAR : le règlement Délégué (UE) 2019/331 de la Commission du 19 décembre 2018 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit conformément à l'article 10 *bis* de la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil.

**CHAPITRE II. — Liste des installations couvertes et détermination de l'allocation**

**Art. 3.** L'exploitant d'une installation visée par le décret du 10 novembre 2004 peut soumettre à l'Agence, au plus tard le 31 mai 2019, pour la période 2021-2025, soit :

1<sup>o</sup> la demande d'allocation à titre gratuit visée à l'article 4 du règlement FAR, si l'installation est éligible à l'allocation gratuite;

2<sup>o</sup> la demande d'exclusion visée par l'article 1<sup>er</sup>/1 de l'arrêté du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

**Art. 4.** La demande d'allocation visée à l'article 3, 1<sup>o</sup>, est accompagnée :

1<sup>o</sup> d'une déclaration relative aux données de référence, vérifiée et reconnue satisfaisante;

2<sup>o</sup> d'un plan méthodologique de surveillance qui a servi de base à la déclaration relative aux données de référence visée au 1<sup>o</sup>;

3<sup>o</sup> d'un rapport de vérification portant sur la déclaration relative aux données de référence visé au 1<sup>o</sup> et, sur le plan méthodologique de surveillance visé au 2<sup>o</sup>.

La demande d'exclusion visée à l'article 3, 2<sup>o</sup>, peut être accompagnée des éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont incorporés dans les modèles électroniques disponibles sur le site internet de l'Agence. L'exploitant informe l'Agence par courrier électronique, lorsque l'ensemble des modèles électroniques sont complétés et soumis.

L'Agence envoie un accusé de réception par voie électronique.

**Art. 5.** Conformément à l'article 15 du règlement FAR, l'exploitant transmet les données complémentaires et rectifie les inexactitudes et erreurs dans le délai fixé par l'Agence.

**Art. 6.** L'Agence, avant de notifier la liste conformément à l'article 7, informe l'exploitant de sa décision sur la demande, sous réserve de la validation de la Commission européenne.

**Art. 7.** L'Agence établit la liste des installations visée à l'article 14 du règlement FAR et la notifie à la Commission nationale Climat pour soumission à la Commission européenne.

**Art. 8.** L'Agence informe chaque exploitant concerné de la décision de la Commission européenne concernant son installation.

**Art. 9.** Pour toutes les installations pour lesquelles la Commission européenne n'a pas refusé l'inscription sur la liste ni rejeté les données, l'Agence détermine les montants préliminaires annuels de l'allocation, conformément aux articles 14 et 16 du règlement FAR et les communique à la Commission nationale Climat pour transmission à la Commission.

L'Agence détermine les montants finaux annuels de l'allocation, conformément aux articles 14 et 16 du règlement FAR et les communique à la Commission nationale Climat pour transmission à la Commission.

En même temps qu'elle envoie à la Commission nationale Climat pour transmission à la Commission européenne les éléments visés aux alinéas 2 et 3, l'Agence informe chaque exploitant concerné.

#### CHAPITRE III. — *Plan méthodologique de surveillance*

**Art. 10.** Si le plan méthodologique de surveillance qui accompagne la demande d'allocation n'est pas conforme à l'article 8 du règlement FAR, l'exploitant envoie une version révisée du plan au plus tard le 30 septembre 2019.

L'Agence approuve ce plan méthodologique de surveillance au plus tard le 31 décembre 2020 et en informe les exploitants concernés.

**Art. 11.** Les modifications non importantes du plan méthodologique de surveillance visées à l'article 9 du règlement FAR sont notifiées pour le 31 décembre de la même année au plus tard à l'Agence.

**Art. 12.** Lorsqu'une modification du plan méthodologique de surveillance doit obtenir l'approbation de l'Agence, celle-ci envoie sa décision d'approbation de la modification au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où elle a reçu la proposition de modification.

**Art. 13.** L'exploitant utilise, pour les modifications du plan méthodologique de surveillance, les modèles électroniques disponibles sur le site de l'Agence.

#### CHAPITRE IV. — *Recours*

**Art. 14.** Un recours est ouvert à l'exploitant auprès du Gouvernement contre la décision refusant d'approuver le plan méthodologique de surveillance, visée à l'article 10, ou contre la décision refusant d'approuver une modification du plan méthodologique de surveillance, visée à l'article 12.

A peine de déchéance, le recours est introduit auprès du ministre, par voie électronique, dans les trente jours à dater du jour de la réception de la décision de l'Agence.

Le ministre envoie la décision du Gouvernement par envoi recommandé au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a reçu le recours.

#### CHAPITRE V. — *Publication de données liées aux mesures financières de compensation*

**Art. 15.** Dans un délai de trois mois à compter de la fin de chaque année, le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche publie sur son site internet la totalité des compensations par secteur et sous-secteur bénéficiaire des mesures financières adoptées par le Gouvernement en faveur des secteurs ou sous-secteurs qui sont exposés à un risque réel de fuite de carbone en raison des coûts indirects significatifs qu'ils supportent effectivement du fait de la répercussion des coûts des émissions de gaz à effet de serre sur les prix de l'électricité.

De plus, pour chaque année au cours de laquelle la Région utilise à ces fins plus de vingt-cinq pour cent des recettes tirées de la mise aux enchères des quotas, le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche publie un rapport exposant les motifs pour lesquels la Région a dépassé cette quantité. Le rapport comprend des informations pertinentes sur les prix de l'électricité pour les grands consommateurs industriels qui bénéficient de telles mesures financières, sans préjudice des exigences en matière de protection des informations confidentielles. Le rapport contient également des informations indiquant si d'autres mesures ont été dûment envisagées afin de réduire durablement les coûts indirects du carbone à moyen et à long terme.

#### CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

**Art. 16.** Le Ministre de l'Economie et le Ministre du Climat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi  
et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203670]

#### 16. MAI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über die kostenlose Zuteilung der Treibhausgasemissionszertifikate für die ortsfesten Anlagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls, Artikel 5/4 Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 21. Juni 2012;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D. 20.16, eingefügt durch das Dekret vom 16. März 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 13. März 2019;

Aufgrund des am 27. März 2019 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichteten Antrags innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der delegierten Verordnung (EU) 2019/331 der Kommission vom 19. Dezember 2018 zur Festlegung EU-weiter Übergangsvorschriften zur Harmonisierung der kostenlosen Zuteilung von Emissionszertifikaten gemäß Artikel 10*bis* der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates, Artikel 3;

Auf Vorschlag des Ministers für Klima und des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird der Artikel 1 Paragraph 14 Buchstabe *f*) der Richtlinie (EU) des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. März 2018 und Artikel 1 Paragraph 17 der Richtlinie (EU) 2018/410 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. März 2018 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Unterstützung kosteneffizienter Emissionsreduktionen und zur Förderung von Investitionen mit geringem CO<sub>2</sub>-Ausstoß und des Beschlusses (EU) 2015/1814 umgesetzt und der Artikel 1 Paragraph 17 durchgeführt.

**Art. 2** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Agentur : die Wallonische Luft- und Klimaagentur ("Agence wallonne de l'Air et du Climat");

2° Dekret vom 10. November 2004: das Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls;

3° Minister: der Minister für Klima;

4° FAR-Verordnung: die delegierte Verordnung (EU) 2019/331 der Kommission vom 19. Dezember 2018 zur Festlegung EU-weiter Übergangsvorschriften zur Harmonisierung der kostenlosen Zuteilung von Emissionszertifikaten gemäß Artikel 10*bis* der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates.

#### KAPITEL II — *Liste der betroffenen Anlagen und Bestimmung der Zuteilung*

**Art. 3** - Der Betreiber einer in dem Dekret vom 10. November 2004 erwähnten Anlage kann der Agentur spätestens bis zum 31. Mai 2019 für die Periode 2021-2025:

1° entweder den in Artikel 4 der FAR-Verordnung erwähnten Antrag auf kostenfreie Zuteilung unterbreiten, wenn die Anlage für die kostenfreie Zuteilung zulässig ist;

2° oder den in Artikel 1/1 des Erlasses vom 22 Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls erwähnten Antrag auf Ausschluss unterbreiten.

**Art. 4** - Dem in Artikel 3 Ziffer 1 erwähnten Antrag auf Zuteilung wird Folgendes beigefügt:

1° eine überprüfte und als zufrieden stellend anerkannte Erklärung bezüglich der Bezugsdaten;

2° ein methodischer Überwachungsplan, der der unter Ziffer 1 erwähnten Erklärung als Grundlage gedient hat;

3° ein Prüfungsbericht, der sich auf die unter Ziffer 1 erwähnte Erklärung bezüglich der Bezugsdaten und auf den unter Ziffer 2 erwähnten methodischen Überwachungsplan bezieht.

Dem in Artikel 3 Ziffer 2 erwähnten Antrag auf Ausschluss können die in Absatz 1 erwähnten Elemente beigefügt werden.

Die in Absatz 1 erwähnten Elemente werden in die auf der Internetseite der Agentur verfügbaren elektronischen Vorlagen integriert. Der Betreiber informiert die Agentur per E-Mail, wenn die gesamten elektronischen Vorlagen vervollständigt und unterbreitet werden.

Die Agentur sendet per E-Mail eine Empfangsbestätigung.

**Art. 5** - Gemäß Artikel 15 der FAR-Verordnung übermittelt der Betreiber die zusätzlichen Daten und korrigiert die Falschangaben und Fehler innerhalb der von der Agentur festgelegten Frist.

**Art. 6** - Bevor die Agentur die Liste gemäß Artikel 7 zustellt, setzt sie den Betreiber von ihrem Beschluss über den Antrag unter Vorbehalt der Validierung durch die Europäische Kommission in Kenntnis.

**Art. 7** - Die Agentur stellt die in Artikel 14 der FAR-Verordnung erwähnte Liste auf und stellt sie der nationalen Klimakommission zur Vorlage an die Europäische Kommission zu.

**Art. 8** - Die Agentur informiert jeden Betreiber, der von dem Beschluss der Europäischen Kommission bezüglich seiner Anlage betroffen ist.

**Art. 9** - Für alle Anlagen, für die die Europäische Kommission weder die Eintragung in die Liste, noch die Daten abgelehnt hat, bestimmt die Agentur die vorhergehenden Jahresbeträge der Zuteilung gemäß den Artikeln 14 und 16 der FAR-Verordnung und übermittelt sie der nationalen Klimakommission zur Vorlage an die Europäische Kommission.

Die Agentur bestimmt die jährlichen Endbeträge der Zuteilung gemäß den Artikeln 14 und 16 der FAR-Verordnung und übermittelt sie der nationalen Klimakommission zur Weiterleitung an die Europäische Kommission.

Gleichzeitig mit der Übermittlung der in den Absätzen 2 und 3 erwähnten Elemente an die nationale Klimakommission zur Weiterleitung an die Europäische Kommission setzt sie jeden betroffenen Betreiber davon in Kenntnis.

KAPITEL III — *Methodischer Überwachungsplan*

**Art. 10** - Wenn der dem Antrag auf Zuteilung beigefügte methodische Überwachungsplan nicht mit dem Artikel 8 der FAR-Verordnung übereinstimmt, übermittelt der Betreiber spätestens bis zum 30. September 2019 eine revidierte Fassung des Plans.

Die Agentur genehmigt diesen methodischen Überwachungsplan spätestens bis zum 31. Dezember 2020 und setzt die betroffenen Betreiber davon in Kenntnis.

**Art. 11** - Die in Artikel 9 der FAR-Verordnung erwähnten unwichtigen Änderungen des methodischen Überwachungsplans werden der Agentur spätestens bis zum 31. Dezember desselben Jahres zugestellt.

**Art. 12** - Wenn eine Änderung des methodischen Überwachungsplans die Genehmigung der Agentur erhalten muss, übermittelt diese dem Antragsteller innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem sie den Änderungsvorschlag erhalten hat, ihren Beschluss über die Genehmigung der Änderung.

**Art. 13** - Für die Änderungen des methodischen Überwachungsplans verwendet der Betreiber die auf der Webseite der Agentur verfügbaren elektronischen Vorlagen.

KAPITEL IV — *Einspruch*

**Art. 14** - Der Betreiber kann bei der Regierung Einspruch gegen den in Artikel 10 erwähnten Beschluss zur Ablehnung der Genehmigung des methodischen Überwachungsplans oder gegen den in Artikel 12 erwähnten Beschluss zur Ablehnung der Genehmigung einer Änderung des methodischen Überwachungsplans erheben.

Unter Gefahr der Aberkennung wird der Einspruch innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Beschlusses der Agentur per E-Mail beim Minister eingereicht.

Der Minister übermittelt dem Antragsteller den Beschluss per Einschreiben bei der Post innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem er den Einspruch erhalten hat.

KAPITEL V — *Veröffentlichung der mit den finanziellen Ausgleichsmaßnahmen verbundenen Daten*

**Art. 15** - Innerhalb einer Frist von drei Monaten ab jedem Jahresende veröffentlicht der öffentliche Dienst der Wallonie - Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung - auf seiner Internet-Webseite die gesamten Ausgleichsmaßnahmen pro Sektor und Untersektor, denen finanzielle Maßnahmen gewährt wurden, die von der Regierung zugunsten der Sektoren und Untersektoren verabschiedet wurden, die einer realen Gefahr einer Verlagerung von CO<sub>2</sub> ausgesetzt sind, da sie tatsächlich bedeutende indirekte Kosten wegen der Abwälzung der Treibhausgasemissionskosten auf die Elektrizitätspreise tragen.

Außerdem veröffentlicht der öffentliche Dienst der Wallonie - Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung - für jedes Jahr, im Laufe dessen die Region zu diesen Zwecken mehr als fünfundzwanzig Prozent der sich aus der Versteigerung von Zertifikaten ergebenden Einnahmen verwendet, einen Bericht, in dem die Gründe dargelegt werden, weshalb die Region diese Menge überschritten hat. Unbeschadet der Anforderungen in Sachen Schutz der vertraulichen Informationen enthält der Bericht die einschlägigen Informationen über die Elektrizitätspreise für die großen Verbraucher aus der Industrie, denen solche finanziellen Maßnahmen gewährt werden. Der Bericht enthält ebenfalls Informationen, die darauf hinweisen, ob andere Maßnahmen ordnungsgemäß geplant wurden, um die indirekten CO<sub>2</sub>-Kosten mittel- und langfristig dauerhaft zu senken.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

**Art. 16** - Die Minister für Wirtschaft und der Minister für Klima werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Mai 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologie, Beschäftigung  
und Ausbildung,  
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen  
J.-L. CRUCKE

\_\_\_\_\_

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203670]

**16 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toewijzing van kosteloze broeikasgasemissierechten voor vaste installaties**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, inzonderheid op artikel 5/4, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 21 juni 2012;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikel D.20.16., ingevoegd bij het decreet van 16 maart 2006 en gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013;

Gelet op het rapport van 13 maart 2019 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 27 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) 2019/331 van de Commissie van 19 december 2018 tot vaststelling van een voor de hele Unie geldende overgangsregeling voor de geharmoniseerde kosteloze toewijzing van emissierechten overeenkomstig artikel 10 bis van Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad, inzonderheid op artikel 3;

Op de voordracht van de Minister van Klimaat en de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** Dit besluit zet artikel 1, paragraaf 14, f), van Richtlijn (EU) 2018/410 van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2018 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG ter bevordering van kosteneffectieve emissiereducties en koolstofarme investeringen en van Besluit (EU) 2015/1814 om en voert artikel 1, paragraaf 17, van dezelfde Richtlijn uit.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Agentschap: het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat);

2° decreet van 10 november 2004: het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

3° Minister: de Minister van Klimaat;

4° "FAR-Verordening": Gedelegeerde Verordening (EU) 2019/331 van de Commissie van 19 december 2018 tot vaststelling van een voor de hele Unie geldende overgangsregeling voor de geharmoniseerde kosteloze toewijzing van emissierechten overeenkomstig artikel 10 bis van Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad.

#### HOOFDSTUK II. — *Lijst van de vallende installaties en bepaling van de toewijzing*

**Art. 3.** De exploitant van een in het decreet van 10 november 2004 bedoelde installatie kan uiterlijk op 31 mei 2019 voor de periode 2021-2025 de volgende aanvragen bij het Agentschap indienen:

1° de aanvraag voor de kosteloze toewijzing bedoeld in artikel 4 van de "FAR-Verordening" indien de installatie in aanmerking komt voor de kosteloze toewijzing;

2° de uitsluitingsaanvraag bedoeld in artikel 1/1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de broeikasgasuitstotende installaties en activiteiten bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

**Art. 4.** De in artikel 3, 1°, bedoelde toewijzingsaanvraag gaat vergezeld van:

1° een verslag met referentiegegevens dat is geverifieerd en bevredigend is bevonden;

2° een monitoringmethodiekplan dat de basis vormde voor het verslag met referentiegegevens bedoeld in 1°;

3° een verificatieverslag over het verslag met referentiegegevens bedoeld in 1° en over het monitoringmethodiekplan bedoeld in 2°.

De in artikel 3, 2°, bedoelde uitsluitingsaanvraag kan vergezeld gaan van de in het eerste lid bedoelde elementen.

De in het eerste lid bedoelde elementen worden opgenomen in de elektronische sjablonen die op de website van het Agentschap beschikbaar zijn. De exploitant stelt het Agentschap per e-mail in kennis wanneer alle elektronische sjablonen ingevuld en ingediend worden.

Het Agentschap zendt een elektronisch ontvangstbewijs toe.

**Art. 5.** Overeenkomstig artikel 15 van de "FAR-Verordening" maakt de exploitant de bijkomende gegevens over en zorgt hij voor de correctie van de afwijkingen en fouten binnen de door het Agentschap vastgestelde termijn.

**Art. 6.** Alvorens de lijst overeenkomstig artikel 7 mee te delen, stelt het Agentschap de exploitant in kennis van zijn beslissing over de aanvraag, onder voorbehoud van validatie door de Europese Commissie.

**Art. 7.** Het Agentschap maakt de lijst van de in artikel 14 van "FAR-Verordening" bedoelde installaties op en deelt deze lijst aan de Nationale Klimaatcommissie mede om ze aan de Europese Commissie voor te leggen.

**Art. 8.** Het Agentschap licht elke betrokken exploitant in over de beslissing van de Europese Commissie betreffende zijn installatie.

**Art. 9.** Voor alle installaties waarvoor de Europese Commissie de opneming in de lijst niet heeft geweigerd, noch de gegevens heeft verworpen, stelt het Agentschap de voorlopige jaarlijkse bedragen van de toewijzing vast overeenkomstig de artikelen 14 en 16 van de "FAR-Verordening" en deelt het ze aan de Nationale Klimaatcommissie mee, die ze doorzendt aan de Commissie.

Het Agentschap stelt de jaarlijkse eindbedragen van de toewijzing vast overeenkomstig de artikelen 14 en 16 van de "FAR-Verordening" en deelt het ze aan de Nationale Klimaatcommissie mee, die ze aan de Commissie overmaakt.

In dezelfde tijd als ze de in de leden 2 en 3 bedoelde elementen aan de Nationale Klimaatcommissie zendt met het oog op de overmaking aan de Europese Commissie, informeert het Agentschap elke betrokken exploitant.

#### HOOFDSTUK III. — *Monitoringmethodiekplan*

**Art. 10.** Indien het monitoringsmethodiekplan dat vergezeld gaat van de toewijzingsaanvraag niet met artikel 8 van de "FAR-Verordening" overeenstemt, zendt de exploitant een herziene versie van het plan uiterlijk op 30 september 2019.

Het Agentschap keurt dit monitoringsmethodiekplan uiterlijk op 31 december 2020 goed en stelt de betrokken exploitanten in kennis daarvan.

**Art. 11.** De in artikel 9 van de "FAR-Verordening" bedoelde niet-belangrijke wijzigingen van het monitoringsmethodiekplan worden uiterlijk op 31 december van hetzelfde jaar aan het Agentschap meegedeeld.

**Art. 12.** Wanneer een wijziging van het monitoringsmethodiekplan door het Agentschap goedgekeurd moet worden, zendt het Agentschap zijn beslissing tot goedkeuring van de wijziging aan de aanvrager binnen een termijn van vijftienveertig dagen vanaf de dag waarop het het wijzigingsvoorstel heeft ontvangen.

**Art. 13.** Voor de wijzigingen van het monitoringsmethodiekplan gebruikt de exploitant de op de website van het Agentschap beschikbare elektronische sjablonen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Beroep*

**Art. 14.** De exploitant kan bij de Regering een beroep instellen tegen de in artikel 10 bedoelde beslissing tot weigering van de goedkeuring van het monitoringsmethodiekplan of tegen de beslissing tot weigering of tegen de in artikel 12 bedoelde beslissing tot goedkeuring van een wijziging van het monitoringsmethodiekplan.

Op straffe van verval wordt het beroep langs elektronische weg bij de Minister ingediend binnen 30 dagen na ontvangst van de beslissing van het Agentschap.

De Minister zendt de beslissing van de Regering bij aangetekend schrijven aan de aanvrager binnen vijftienveertig dagen vanaf de dag waarop hij het beroep heeft ontvangen.

#### HOOFDSTUK V. — *Bekendmaking van gegevens gebonden aan de financiële compensatiemaatregelen*

**Art. 15.** Binnen drie maanden na het einde van elk jaar publiceert de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek op zijn website alle compensaties per bedrijfstak en deeltak die in aanmerking komt voor de financiële maatregelen die de Regering heeft aangenomen ten gunste van de bedrijfstakken of deeltakken die worden blootgesteld aan een reëel CO<sub>2</sub>-weglekrisico als gevolg van de aanzienlijke indirecte kosten die zij daadwerkelijk oplopen door de doorberekening van de broeikasgasemissiekosten in de elektriciteitsprijzen.

Bovendien publiceert de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek voor elk jaar waarin het Gewest meer dan 25 % van de inkomsten uit de veiling van emissierechten voor deze doeleinden gebruikt, een verslag waarin de redenen voor de overschrijding van deze hoeveelheid door het Gewest worden uiteengezet. Het verslag bevat relevante informatie over de elektriciteitsprijzen voor grote industriële verbruikers die van dergelijke financiële maatregelen genieten, onverminderd de eisen inzake de bescherming van vertrouwelijke informatie. Het verslag bevat ook informatie over de vraag of andere maatregelen zijn overwogen om de indirecte koolstofkosten op middellange en lange termijn op duurzame wijze te verminderen.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen De Minister van Economie en de Minister van Klimaat zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.*

Namen, 16 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203612]

**23 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure et l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 relatif au transport intérieur de marchandises dangereuses par voie navigable**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 15 mai 2006;

Vu la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation, l'article 17<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi du 22 janvier 2007;

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, l'article 2, alinéa 2, 5<sup>o</sup>, inséré par le décret du 24 novembre 2016, et l'article 3, § 4, 2<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 relatif au transport intérieur de marchandises dangereuses par voie navigable;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et fédéral;

Vu le rapport du 18 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 4 avril 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Transports;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive (UE) 2018/1846 de la Commission du 23 novembre 2018 modifiant les annexes de la Directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses afin de tenir compte du progrès scientifique et technique.